



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Défense des entreprises industrielles

Question au Gouvernement n° 705

Texte de la question

DÉFENSE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Mme la présidente . La parole est à M. Emmanuel Maurel.

M. Emmanuel Maurel . Au sommet Choose France, le président de la République a vanté l'attractivité française retrouvée. Toutefois, nos compatriotes savent bien que ce triomphalisme de tribune occulte une réalité économique bien plus sombre ; en témoignent un déficit extérieur abyssal et une cascade de plans sociaux.

La politique industrielle ne saurait se résumer à l'installation de data centers anglo-saxons ou construits en partenariat avec des Émiriens.

En réalité, moins d'un tiers des investissements étrangers relèvent de l'industrie et la France est très peu riche en emplois par rapport aux pays européens comparables. Surtout, une étude récente de la Banque de France indique que, sur les 900 milliards qui constituent le stock d'investissements étrangers en France, plus de 200 transitent par le Luxembourg, ce qui signifie qu'ils bénéficient de montages juridiques et fiscaux leur permettant d'échapper, totalement ou partiellement, à l'impôt.

Dès lors, je trouve saisissant le contraste entre l'optimisme surjoué à Versailles et la réalité que vivent les salariés français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et EcoS.*) Je pense à ceux de Vencorex, dont l'entreprise a été dépecée, à ceux d'Arcelor, que vous refusez obstinément de nationaliser (Mêmes mouvements) ou encore à ceux de Chapelle-Darblay, auxquels vous ne voulez pas accorder les 20 millions dont ils ont besoin.

Avant de faire venir des entreprises étrangères, j'aimerais que l'on empêche nos propres multinationales françaises, gavées d'argent public, qui délocalisent et ferment des établissements et des usines, d'agir de la sorte. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR, SOC et EcoS. – M. Arnaud Le Gall applaudit également.*)

Ma question est simple : au-delà de la communication événementielle, que faites-vous pour sauver les emplois et l'industrie française ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et EcoS ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

M. Marc Ferracci, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie* . « Triomphalisme de tribune » : telle est l'expression que vous avez employée à propos du sommet qui s'est tenu lundi. Or Choose France, ce sont 180 000 emplois créés depuis son lancement en 2019, 50 milliards d'investissements et des emplois dans tous

les territoires de France, pas uniquement dans les métropoles et les data centers.

Il faut sortir des caricatures et reconnaître que les investissements dans nos territoires constituent aussi un facteur de prospérité et de cohésion sociale. Vous êtes libres de nier cette réalité, mais notre stratégie doit aussi s'appuyer sur ces investissements.

Vous affirmez que les data centers ne créent pas d'emplois. Or ils sont absolument nécessaires à notre souveraineté industrielle. Sans data center pour loger leurs données, nos entreprises ne s'approprieraient pas les bénéfices de l'intelligence artificielle et les gains de productivité que celle-ci permet d'envisager.

Mme Sophia Chikirou . Avec l'extraterritorialité, il n'y a aucune souveraineté grâce aux data centers ! Vous racontez n'importe quoi !

M. Marc Ferracci, ministre . Vous commettez une erreur profonde lorsque vous considérez que le refus d'installer des data centers en France s'inscrirait dans une stratégie industrielle gagnante.

Lorsque vous expliquez que nous devons protéger certaines entreprises, vous brandissez la solution de la nationalisation de façon systématique, comme un réflexe (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR*)...

M. Stéphane Peu. Ce n'est pas un réflexe !

M. Marc Ferracci, ministrealors que la meilleure façon de garantir les emplois, ce n'est pas de nationaliser mais de susciter des investissements.

M. Stéphane Peu . Vous avez raison contre les salariés ! Écoutez-les plutôt !

M. Marc Ferracci, ministre . Or Arcelor vient précisément de confirmer, grâce à l'action du gouvernement et aux propositions que nous avons défendues au niveau européen, par exemple en matière de protection commerciale, qu'elle allait consentir des investissements pour la décarbonation.

M. Stéphane Peu . Ce mépris est insupportable !

M. Marc Ferracci, ministre . C'est ce qu'attendent les salariés de ces entreprises.

M. Stéphane Peu . Écoutez les salariés d'Arcelor !

M. Marc Ferracci, ministre . Justement ! Pour avoir échangé avec eux, je peux vous dire que c'est l'investissement, en particulier dans la décarbonation, qui assurera un avenir à notre industrie et non pas les recettes que vous proposez. (*M. Philippe Vigier applaudit.*)

Mme Sophia Chikirou . Vous avez parlé pour ne rien dire !

Données clés

Auteur : [M. Emmanuel Maurel](#)

Circonscription : Val-d'Oise (3^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 705

Rubrique :

Ministère interrogé : Industrie et énergie

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 mai 2025